

werden. Dies betrifft nach schweizerischem Recht das Arbeitslosenversicherungsgesetz (Avig).

3. Die Schweiz kann alle Verpflichtungen aus diesem Übereinkommen ohne Änderung der nationalen Gesetzgebung übernehmen. Jedoch muss hinsichtlich der Anwendung ein Vorbehalt angebracht werden: All jene Personen sollen nämlich ausgeschlossen werden, die in ihrer Eigenschaft als Gesellschafter, als finanziell am Betrieb Beteiligte oder als Mitglieder eines obersten betrieblichen Entscheidungsgremiums die Entscheidungen des Arbeitgebers bestimmen oder massgeblich beeinflussen können. Dies gilt ebenso für ihre mitarbeitenden Ehegatten. Dieser Vorbehalt ist in Artikel 1 Absatz 2 des vorliegenden Bundesbeschlusses enthalten.

4. Gemäss dem Übereinkommen ist es der nationalen Gesetzgebung und Praxis überlassen, die Organisation, Verwaltung und Arbeitsweise sowie die Finanzierung der Garantieeinrichtung zu regeln.

5. Die Empfehlung Nr. 180 hat keinen verpflichtenden Charakter. Die Frage einer allfälligen Ratifizierung stellt sich hier nicht.

Onken Thomas (S, TG) présente au nom de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique (CSSS) le rapport écrit suivant:

1. La convention No 173 vise la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur au moyen d'un privilège et d'une institution de garantie. Ces mesures devraient contribuer à la prévention des conséquences néfastes sur le plan social du fait de l'insolvabilité de l'employeur.

2. La convention prévoit une protection en deux volets dont le premier tend à protéger les créances des travailleurs par le biais d'un privilège dans les procédures de poursuites pour dettes et faillites; la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP) remplit cette obligation en droit suisse. Le second volet vise la protection des créances des travailleurs par la mise en place d'une institution de garantie conformément aux dispositions déjà en vigueur dans le droit suisse (loi sur l'assurance-chômage, Laci).

3. La Suisse peut accepter la totalité des obligations découlant de la convention mais doit formuler une réserve quant au champ d'application. En effet, la Suisse entend exclure du champ d'application les personnes qui fixent les décisions de l'employeur ou qui peuvent les influencer considérablement en leur qualité d'associé, de membre d'un organe dirigeant ou encore de détenteur d'une participation financière. Cette disposition s'applique également aux conjoints des personnes précitées qui sont occupés dans l'entreprise. La réserve en question figure à l'article 1er alinéa 2 de l'arrêté fédéral relatif à la convention.

4. Selon la convention, les modalités d'organisation, de gestion, de fonctionnement et de financement des institutions de garantie doivent être réglées par voie de législation ou par tous autres moyens conformes à la pratique nationale.

5. La recommandation No 180 n'ayant aucun caractère contraignant, la question d'une éventuelle ratification ne se pose donc pas.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt einstimmig und ohne Enthaltungen, den Bundesbeschluss betreffend das Übereinkommen (Nr. 173) und die Empfehlung (Nr. 180) über den Schutz der Forderungen der Arbeitnehmer bei Zahlungsunfähigkeit ihres Arbeitgebers der Internationalen Arbeitskonferenz zu genehmigen und den Bundesrat zu ermächtigen, das Übereinkommen zu ratifizieren.

Proposition de la commission

La commission propose à l'unanimité au plénum d'approuver l'arrêté fédéral relatif à la convention (No 173) et recommandation (No 180) concernant la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, adoptée lors de la 79e session de la Conférence internationale du Travail, et d'autoriser le Conseil fédéral à ratifier la convention.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

Gesamtberatung – Traitement global

Titel und Ingress, Art. 1, 2 Titre et préambule, art. 1, 2

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
Für Annahme des Entwurfes

35 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

94.083

Zusammenarbeit mit den Staaten Osteuropas Coopération avec les Etats d'Europe de l'Est

Botschaft und Beschlussentwurf vom 19. September 1994 (BBIV 553)
Message et projet d'arrêté du 19 septembre 1994 (FFV 537)

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

Flückiger Michel (R, JU), rapporteur: Cinq ans après la chute du mur de Berlin, terrible symbole de la division de l'Europe, les réformes politiques dans une certaine mesure, économiques et sociales dans tous les cas, demeurent pour les pays d'Europe centrale et orientale un formidable défi, mais restent aussi l'affaire de toute l'Europe. De ce point de vue, peut-être est-ce seulement maintenant qu'en Europe occidentale nous mesurons pleinement l'ampleur des sacrifices – je dis bien, sacrifices – attendus de nous en vue d'instaurer dans le plus court terme possible une certaine équivalence de prospérité entre l'Est et l'Ouest, pour qu'à la faveur d'une amélioration des conditions de vie en Europe centrale et orientale s'enracine et se développe la plante encore fragile de la démocratie. C'est là qu'il faut chercher le sens de l'élan de générosité du peuple suisse se portant à l'aide des Roumains, par exemple. C'est là tout le sens, tout l'objectif de la coopération suisse avec les Etats de l'Europe de l'Est présentée et commentée dans le message à l'appui du projet d'arrêté fédéral sur lequel nous sommes appelés à nous prononcer ce matin.

En fait, cet arrêté a pour but de créer la base légale spécifique sur laquelle s'appuieront les mesures de coopération en faveur des nouvelles démocraties de l'Europe de l'Est. En effet, en 1989, 1991 et 1992, des crédits pour un montant global de 1,65 milliard de francs au total ont été votés par les Chambres sur la base d'arrêtés fédéraux simples, non soumis au référendum. Or, nous venons de le dire, le processus de réforme des Peco, auxquels il faut ajouter les pays de la CEE, s'étendra sur un certain nombre d'années. Par conséquent, les aides occidentales, dont celle de la Suisse, seront nécessaires tout au long dudit processus.

C'est pourquoi une base légale en bonne et due forme doit être adoptée. L'arrêté fédéral proposé est limité à dix ans de durée. Il se fonde dans une large mesure sur la loi fédérale du 19 mars 1976 sur la coopération au développement et l'aide humanitaire internationales, et s'inspire de l'expérience acquise dans ce domaine. Mais à la différence de la loi précitée, il est transitoire dès lors que, au contraire de l'aide au développement dont on ne voit pas qu'elle connaisse un terme un jour, on estime que la reconstruction des structures démocratiques et économiques des pays de l'Est sera une entreprise certes de longue haleine, mais qui réussira à terme, plus rapi-

dement il est vrai en Europe centrale que dans le sud-est de l'Europe ou dans la CEI. Si nécessaire alors, on prolongera la validité de l'arrêté.

Vingt-cinq cantons, sept partis politiques et vingt-sept organisations intéressées ont pris position lors de la procédure de consultation sur l'objet en discussion. Le principe de cet arrêté fédéral a reçu une adhésion pratiquement unanime. Quant à votre Commission de politique extérieure, elle a également adopté le principe à l'unanimité.

J'aimerais rapidement commenter les quelques modifications que la commission a apportées. De cette façon, nous gagnons certainement encore du temps.

Les trois premiers articles de l'arrêté fédéral sont consacrés à l'objet de l'arrêté lui-même, ainsi qu'au but et au principe de la coopération. Les formes de coopération – coopération technique, financière, mesures favorisant la participation des Etats de l'Europe de l'Est au commerce mondial – sont décrites à l'article 6.

Les articles 7 et 8 traitent du financement dans le cadre de crédits de programme. Les articles 9 et suivants sont consacrés à la mise en oeuvre de la coopération, les articles 17 et 18 contiennent les dispositions finales.

J'en viens maintenant plus précisément aux quelques amendements que la commission a apportés à l'arrêté initial, amendements qui, je m'empresse de le préciser, ont été acceptés à l'unanimité par la commission et que le Conseil fédéral s'est déclaré prêt à approuver. Ils concernent, pour l'essentiel: à l'article 1er alinéa 1er, des précisions formelles qui sont apportées dans la rédaction; à l'article 3 alinéa 1er, s'agissant des principes applicables à la coopération, la commission étend le concept d'une coopération, partie intégrante de notre politique étrangère, également à la politique économique extérieure et à la politique de sécurité, la dernière phrase de l'alinéa est biffée; à l'article 10 alinéa 2, la commission précise la compétence des départements ou offices fédéraux à conclure des accords internationaux en ajoutant «relatifs à des programmes ou des projets de nature technique» – c'est donc le dernier corps de phrase qui est nouveau. En outre, dans ses considérations, la commission a insisté sur l'importance et la nécessité de la coopération au niveau multilatéral. Celle-ci est prévue à l'article 4 de l'arrêté.

Pour conclure, un rapport annuel sera présenté aux commissions compétentes sur les projets autorisés, sur l'utilisation des moyens financiers ainsi que sur l'évaluation des programmes.

Depuis que les structures des nouvelles démocraties sont en évolution, la Suisse, son Parlement et son gouvernement ont pris sur eux d'apporter une aide substantielle aux processus de reconstruction démocratique et économique. Il n'est pas nécessaire, à mon avis, d'insister sur l'intérêt fondamental qu'il y a, aussi pour notre pays, à continuer avec un effort soutenu en faveur des pays d'Europe centrale et orientale et, plus au sud-est, des pays de la CEI.

C'est à l'unanimité que votre commission vous propose d'accepter l'arrêté fédéral concernant la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est.

Rhinow René (R, BL): Mit diesem neuen Bundesbeschluss werden die Massnahmen der Zusammenarbeit mit den Staaten Osteuropas gesetzlich abgestützt. Es kann heute nicht darum gehen, eine neue grundsätzliche Debatte über Sinn und Zweck oder gar über das Ausmass dieser Massnahmen zu führen. Dass diese Massnahmen wichtig sind, dass sie nicht nur ein Ausfluss unserer solidarischen Mitverantwortung für die Entwicklung in den osteuropäischen Staaten sind, sondern dass sie auch ganz zentral in unserem eigenen, sicherheitspolitischen Interesse liegen, ist in unserem Rat immer wieder zum Ausdruck gebracht worden.

Die Schaffung einer gesetzlichen Grundlage ist grundsätzlich zu begrüssen, wenn ich auch – deshalb melde ich mich hier in der Eintretensdebatte zu Wort – auf gewisse Vorbehalte hinweisen möchte.

Nach einer Lehrmeinung, der sich auch die Bundesverwaltung – oder zumindest das Bundesamt für Justiz – angeschlossen hat, sollen alle staatlichen Tätigkeiten auf einer ge-

setzlichen Grundlage beruhen. Mit dem Subventionsgesetz, das wir vor einigen Jahren verabschiedet haben, haben wir diesen Grundsatz auch im Finanzbereich erhärtet. Es soll demnach in aller Regel nicht genügen, Finanz- und insbesondere Ausgabenbeschlüsse ohne Referendumsvorbehalt zu fassen; vielmehr sollen alle Ausgaben ihre Grundlage im Gesetz finden. Dieser Grundsatz, so richtig er auch ist, stösst im Bereich der Aussenpolitik doch auf klare Grenzen. Die Aussenpolitik braucht Flexibilität, braucht Handlungsfreiheit, um auf wechselnde Veränderungen des Umfeldes und auf das Verhalten von Partnern, anderen Staaten, Staatengruppen oder Organisationen adäquat reagieren zu können. Je nach Ausgestaltung könnte ein Gesetz diese Flexibilität insofern erschweren, als die Behörden in ein starres Korsett gepresst würden, zum Nachteil der Schweiz und der Interessen, die es im aussenpolitischen Bereich für die Schweiz und für unser Volk zu verfolgen gilt. Es kann hier nur darum gehen, allgemeine Grundsätze festzulegen, welche den handelnden Behörden den nötigen Spielraum für die Gestaltung offenlassen.

Der vorliegende Beschlussentwurf zeigt diese Ambivalenz deutlich auf. Er enthält Gegenstand und Ziele der Zusammenarbeit, definiert Grundsätze, umschreibt Handlungsformen und sagt etwas sehr Allgemeines über die Finanzierung aus. Viel Fleisch ist damit nicht am Knochen, dies aber zu Recht, wie ich meine, und zwar trotz den theoretischen Anforderungen, die sonst an das Legalitätsprinzip gestellt werden.

Letztlich geht es bei diesem Bundesbeschluss nur – aber immerhin – darum, die Massnahmen der Zusammenarbeit mit den osteuropäischen Ländern demokratisch zu legitimieren und abzustützen. Tritt dieser Bundesbeschluss in Kraft, kann mit Fug gesagt werden, die Entwicklungszusammenarbeit sei nicht nur ein Anliegen der Behörden, von Parlament und Regierung, sondern sie werde im Grundsatz und der Zielsetzung nach auch vom Volk getragen.

Insofern begrüsse ich diesen Erlass, der den Bund nicht nur zur Zusammenarbeit ermächtigt, sondern ihn in Artikel 1 Absatz 1 nach der Version der Kommission dazu verpflichtet. Ich bitte Sie, auf diesen Beschlussentwurf einzutreten.

Cavelty Luregn Mathias (C, GR): Ich war als Mitglied einer parlamentarischen Delegation im letzten Oktober in Budapest. Die Delegation wurde von unserem damaligen Ständeratspräsidenten Jagmetti geführt. Wir hatten die Gelegenheit zu sehen, was in diesem Ostland von der Schweiz aus getan wird. Wir konnten bei der Botschaft in Budapest feststellen, dass eine Stelle für die Ausbildung ungarischer Lehrer eingerichtet ist. Vor allem die Ausbildung in der deutschen Sprache ist für die Ungarn sehr wichtig und auch sehr gesucht. Ich hatte einen ausgezeichneten Eindruck von dieser Stelle.

Wir besuchten auch die Aussenstelle der Pro Helvetia, die dort eine modern eingerichtete Bibliothek mit neuerer Literatur führt, vor allem mit Literatur aus der Schweiz und über die Schweiz, und zwar in allen vier Nationalsprachen, also inklusive Romanisch.

Im weiteren besuchten wir eine Vorlesung an der Technischen Universität. Es wird dort ein Lektorat geführt, welches vor allem über die Schweiz doziert. Ein ähnliches Lektorat wird in einer anderen Stadt auch auf Französisch geführt.

Ich hatte von all diesen Einrichtungen einen ausgezeichneten Eindruck. Ich meine, das sei wirklich eine konzentrierte Hilfe, die zukunftsweisend ist und viel verspricht. Was mir persönlich dabei so in den Sinn kam, war die Frage, ob diese verschiedenen, durchwegs guten Aktivitäten genügend koordiniert sind. Meines Wissens sind diese sogar nicht einmal alle im gleichen Departement angesiedelt. Das wäre vielleicht eine Anregung, eine Idee, zu sagen, man sollte eine noch bessere Koordination herbeiführen. So liesse sich dank dem Synergieeffekt vielleicht einiges besser oder effizienter gestalten.

Aber alles in allem konnten wir feststellen, dass die Gelder, die da ausgegeben werden, wirklich gut, fundiert ausgegeben werden und mehr bringen als nur gerade kurzfristige Erfolge. Ich möchte in diesem Zusammenhang allen Beteiligten danken. Ich bin sehr dafür, dass man ähnliche Aktionen weiterführt.

Bloetzer Peter (C, VS): Wenn ich hier ebenfalls das Wort ergreife, so nicht, um darzulegen, dass auch ich für Eintreten und Zustimmung zu dieser Vorlage bin, sondern um eine Bedeutung dieser Vorlage hervorzuheben.

Es geht hier nicht nur darum, der Zusammenarbeit mit den osteuropäischen Staaten die rechtliche Grundlage zu geben; das ist sicher auch wichtig. Aber entscheidend ist vor allem auch, dass wir diese Zusammenarbeit innenpolitisch besser abstützen. Die Vorlage ist in diesem Sinne auch ein geeignetes Mittel, um der breiten Bevölkerung darzulegen, wie wichtig diese Zusammenarbeit ist, geht es doch bei der Förderung und Stärkung der Rechtsstaatlichkeit, der Menschenrechte und der pluralistischen demokratischen Systeme in den osteuropäischen Staaten letztlich auch um unser Interesse, um die gesamteuropäische Sicherheit. Dies ist ein wichtiger Punkt, der hier auch besonders hervorzuheben ist.

Im weiteren möchte ich darauf hinweisen, dass es nicht nur unsere Aufgabe ist, diesen Staaten bilateral und multilateral zu helfen, mit ihnen zusammenzuarbeiten, sondern dass wir in unserer Aussenpolitik auch das Oberziel im Auge haben müssen, diese Staaten, wenn immer möglich, in die gesamteuropäischen Institutionen einzubeziehen. Dort, wo wir selber Mitglied sind, wie z. B. im Europarat oder in der OECD, haben wir Gelegenheit, unsere Hilfe und Zusammenarbeit anzubieten, um die osteuropäischen Staaten einzubeziehen, die – das stelle ich bei meiner Tätigkeit in der Parlamentarischen Versammlung des Europarates immer wieder fest – diesbezüglich klare Vorstellungen haben. Sie wollen in ein gesamteuropäisches Forum einbezogen sein, in welchem sie bei der gemeinsamen europäischen Willensbildung und politischen Gestaltung der europäischen Zukunft mitarbeiten können.

Huber Hans Jörg (C, AG): Auch – oder gerade – als Nichtmitglied der Aussenpolitischen Kommission meine ich, dass einige Bemerkungen zum Thema am Platze sind. Dabei lasse ich Überlegungen einfließen, die mich als Mitglied der KSZE-Delegation beschäftigen.

1. Ich finde es richtig, wenn der Bund, wenn auch mit Verspätung, die gesetzlichen Grundlagen schafft, um eine wesentliche Aufgabe unserer Zeit zu erfüllen. Ich bewundere zugleich den Optimismus, wenn er es in der Form dieses allgemeinverbindlichen Bundesbeschlusses tut, also mit einer zeitlichen Beschränkung oder mit der Erwartung, dass die Unterstützung des Umbaus der postkommunistischen Gesellschaft in absehbarer Zeit ein Ende finde.

2. Aus meiner Sicht ist das Vorhaben wegen des Aspektes richtig, den der Bundesrat mit dem Ausdruck «politische Finalität» umschreibt, nämlich einen Beitrag zur Stabilität und damit zur Sicherheit auf dem europäischen Kontinent zu leisten. Dieses Ziel ist auf dem Gebiet der ehemaligen UdSSR bei weitem nicht erreicht. Besser sieht es in den westlichen Randstaaten Russlands aus, die zum Teil wohl okkupiert, aber nicht annektiert waren. Sie sind es auch, bei denen die Anknüpfung an diese Ziele am ehesten gefunden werden kann: die baltischen Staaten, Polen, Ungarn, um Beispiele zu nennen. Ich bin aber sehr dankbar dafür, dass die Botschaft den Blick auch über das zerrissene und gequälte «ehemalige Jugoslawien» hinweg nach Albanien schweifen lässt, das aufgrund seiner geostrategischen Lage in ferner Zukunft eine wesentliche Funktion erhalten könnte.

3. Aussenpolitik ist nationale Interessenpolitik, so lautete eine frühere Definition, die auch heute nicht alle Berechtigung verloren hat. Es geht hier klar um schweizerische Interessen, nicht nur wirtschaftlicher Art, sondern auch politischer und sicherheitspolitischer Natur. Ich danke der Kommission für den Antrag auf Neufassung von Artikel 3 Absatz 1, der meine Zustimmung findet.

4. Dem Zielkatalog stimme ich zu. Es geht in der Tat um die fundamentalen Werte der Menschenrechte, der Rechtsstaatlichkeit und der Demokratie, der nachhaltigen wirtschaftlichen und sozialen Entwicklung. Hingegen glaube ich, dass das Fundament hinterfragt werden muss. Wir exportieren in einem gewissen Sinn Werte aufgrund eines gewachsenen europäischen Menschenbildes, das wegen unterschiedlicher Kulturen nicht überall anerkannt wird. Andererseits ist das der Inhalt

von Uno-Konventionen, die sehr viele Nationen unterschrieben haben – eine ganz bestimmte leider bis heute aber noch nicht.

Hingegen zweifle ich daran, dass es der Wunsch und der Wille der Empfänger ist, wie die Botschaft formuliert, wiederum eine europäische Wertegemeinschaft – zwischen Ost und West – entstehen zu lassen (Ziff. 12). Ich lasse die Frage ausdrücklich offen, ob es diese in der Geschichte für alle Destinatäre, auf die der Beschlussentwurf ausgerichtet ist, jemals gegeben hat. Es bleibe auch dahingestellt, ob alle Länder, die mit dieser Botschaft ins Visier genommen werden, den Willen und die Fähigkeit haben, sich danach auszurichten: Manche haben andere Wertesysteme, z. B. jene islamischen Fundamentalisten, die aufgrund demographischer Daten unablässig an Einfluss, Macht und Kraft gewinnen.

5. Ich bin dankbar dafür – ich habe es bereits betont –, dass die Kommission Artikel 3 realistischer und wahrhafter formuliert hat. Es geht um Aussenpolitik, Aussenwirtschaft und Sicherheitspolitik. Dafür setzen wir uns materiell und geistig unter dem Titel «Stabilität und Sicherheit» in einem sehr umfassenden, aber auch in einem deutlich eingegrenzten Sinn ein. Wesentlich scheint mir aufgrund gemachter Erfahrungen, Herr Bundesrat, dass der in diesem Beschlussentwurf vorgesehene Artikel 14 in der Praxis dann ausserordentlich ernst genommen wird. Es handelt sich hier um die Erfüllung der Aufgabe der Koordination, und Koordination ist wesentlich. In der Vergangenheit ist der Ansatz der Koordination nicht immer gelungen. Ich bin dem Bundesrat dankbar, wenn er dafür sorgt, dass im Interesse der Sache koordiniert und nicht blockiert wird. Die Verwaltung braucht klare Vorgaben der Regierung, damit sie weiss, was zu tun ist, was entschieden ist, was zu vollziehen ist, was in einer bestimmten Situation zu tun ist.

Aus meiner Sicht empfehle ich Ihnen, auf die Vorlage einzutreten, deren Bedeutung weder über- noch unterschätzt werden soll. Weder Optimismus noch Pessimismus soll uns leiten, sondern politischer Realismus.

Seiler Bernhard (V, SH): Grundsätzlich begrüsse und unterstütze ich die Bestrebungen von Bundesrat und Parlament, die weitere Zusammenarbeit mit den Staaten Osteuropas in einem Bundesbeschluss zu regeln. Ob die Begrenzung des Beschlusses auf zehn Jahre Dauer richtig ist, wird dann die Zukunft zeigen.

Nach meinen persönlichen Erfahrungen, die ich als Mitglied der Delegation beim Europarat in den vergangenen Jahren in osteuropäischen Ländern sammeln konnte, werden einige dieser Länder – nämlich Tschechien, Ungarn, Polen usw. – relativ rasch, ich meine damit innert einer Generation, einen Standard erreichen, dank welchem sich eine direkte Hilfe an diese Länder gemäss dem vorliegenden Beschlussentwurf sehr wahrscheinlich erübrigen wird. Sehr viel länger werden die Reformprozesse in Staaten dauern, die sich aus dem ehemaligen Sowjetreich oder der Sowjetunion losgelöst haben und die im Gegensatz zu den vorhin erwähnten Ländern praktisch noch nie selbständige, demokratische Staaten waren. Darauf muss sich die Aufmerksamkeit richten, dort muss die Aufbauarbeit von Null beginnen, und – wie man in diesen Ländern immer wieder feststellt – schwierig ist vor allem die Überwindung der nach wie vor alten Strukturen in den Verwaltungen. Wenn man aber feststellen sollte, dass diese Hilfe nach zehn Jahren weitergeführt werden muss, steht für diesen Fall einer Verlängerung des Bundesbeschlusses kaum ein Hindernis entgegen.

Der zu beschliessende Bundesbeschluss soll sich – so die Botschaft – weitgehend an das Bundesgesetz vom 19. März 1976 über die internationale Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe anlehnen. Der Bundesrat schreibt dazu, dass dabei vor allem die mit diesem Bundesgesetz gemachten Erfahrungen mit berücksichtigt würden. Wenn ich nun die Botschaft und den vorliegenden Beschlussentwurf sorgfältig durchsehe, zweifle ich etwas an dieser bundesrätlichen Aussage. Bekanntlich ist doch bei der Entwicklungszusammenarbeit mit Drittweltländern nicht alles optimal gelaufen. Wir – ich meine uns Schweizer und andere reiche Industriestaaten – haben recht häufig allein entschieden, was für diese Länder rich-

tig oder nicht richtig sein soll. Auch wir Schweizer – ich habe es gesagt – gehören zu dieser Gruppe von reichen und manchmal gegenüber diesen Drittstaaten etwas selbstherrlich oder besserwisserisch agierenden Ländern.

Ich meine, oberstes Ziel jeglicher Hilfe an ärmere Länder sollte doch immer und in erster Linie die Verbesserung der Lebensbedingungen der Bevölkerung in diesen Ländern sein. Der Beschlussentwurf ist betitelt mit «Zusammenarbeit mit den Staaten Osteuropas». Einen der wenigen Hinweise auf eine echt partnerschaftliche Zusammenarbeit hat dann die vorberatende Kommission gleich noch herausgestrichen, nämlich den Satz in Artikel 3 Absatz 1 des Beschlussentwurfes: «Sie» – d. h. die Zusammenarbeit – «beruht insbesondere auf dem Grundsatz der solidarischen Mitverantwortung.» Ich meine, wenn eine solche Mitverantwortung tatsächlich angestrebt werden will, soll eben den Partnern oder den Partnerstaaten auch ein gewisses Mitbestimmungsrecht eingeräumt werden. Dieses Recht ist aber im vorliegenden Beschlussentwurf mit keinem Wort erwähnt. Ich kann mir einen längerfristigen Aufbau von demokratischen Einrichtungen oder Staaten kaum denken, ohne dass sie bei dieser Hilfe auch als gleichberechtigte Partner voll in den Entscheidungsprozess integriert werden.

Ich wäre Herrn Bundesrat Cotti deshalb dankbar, wenn er meine diesbezüglichen Zweifel aus der Welt schaffen könnte; schliesslich hat der Bundesrat ja noch Ausführungsbestimmungen zu diesem Bundesbeschluss zu erlassen. Wenn schon nicht hier im Bundesbeschluss, dann müsste zumindest dort die Zusammenarbeit in einer absolut gleichberechtigten Partnerschaft, meine ich, klar festgehalten werden. Ich werde selbstverständlich für Eintreten auf die Vorlage stimmen und schliesslich dem Beschlussentwurf auch zustimmen.

Loretan Willy (R, AG): Die Bedeutung der Hilfe an ost- und mitteleuropäische Länder möchte ich nicht bestreiten, ebenso wenig die Notwendigkeit dieses Bundesbeschlusses. Dennoch habe ich eine kritische Bemerkung anzubringen, und zwar zum Titel des Bundesbeschlusses und zu Artikel 1. Ich habe Bedenken in bezug auf die begriffliche Überdehnung des Begriffes «Osteuropa». Wie Absatz 2 von Artikel 1 explizit darlegt, wird der Begriff «Osteuropa» auf das ganze Gebiet der ehemaligen «Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken» – bis Wladiwostok also! – angewendet und umfasst damit einen bedeutenden Teil des asiatischen Kontinentes; darin sind auch sämtliche ehemaligen asiatischen Teilrepubliken der UdSSR einbegriffen. Das ist Begriffsklauberei; Name ist Schall und Rauch, sagt man etwa, aber: Nomen ist auch Omen.

Und gerade damit zum Wesentlichen: Es besteht die Gefahr, dass wir mit der gesetzlichen Fixierung dieses überdehnten Begriffes unsere finanziellen Mittel verzetteln. Diese Mittel werden angesichts der Lage der Bundesfinanzen von Jahr zu Jahr knapper; sie werden hier leider knapper werden müssen, wir können uns nächste Woche, beim Voranschlag 1995 des Bundes, darüber unterhalten.

Ich habe schon beim dritten Rahmenkredit, als es um die Ausdehnung unserer Hilfe an die GUS-Staaten ging, vor dieser Verzettelung und vor der mangelhaften Koordination unseres Mitteleinsatzes gewarnt. Damals habe ich Rückweisung der Vorlage an den Bundesrat beantragt, um uns eine weitere Überlegungsfrist einzuräumen, allerdings ohne Erfolg.

An sich sollte man im Titel des Bundesbeschlusses «Ost- und Mitteleuropa» sagen und in Absatz 2 von Artikel 1 formulieren: «Staaten Osteuropas im Sinne des Beschlusses sind die ehemals kommunistischen ost-, mittel- und südosteuropäischen Staaten», d. h., man sollte die Staaten aus dem Gebiet der ehemaligen UdSSR weglassen.

Nun, ich sehe ein, dass mit dem vorliegenden Entwurf die bisherige Praxis – Folge unserer drei Rahmenkredite, die wir beschlossen haben – fixiert wird. Wir können auch nicht sofort aus der Hilfe an Länder, die unter den sehr erweiterten Begriff «Osteuropa» fallen, aussteigen. Sodann mache ich mir, angesichts des einstimmig gefassten Antrages der Kommission, auch keine Illusionen darüber, welche Chance ein Antrag hätte, der in die von mir aufgezeigte Richtung führen könnte.

Ein kleiner Trost bleibt mir: Die finanziellen Mittel werden dafür sorgen, dass die Eidgenossenschaft ihre Hilfe auf kleinere und mittlere Länder im eigentlichen Europa, die uns geistig und politisch nahestehen, wird konzentrieren müssen. Ich werde heute vormittag bei der Begründung meiner nachfolgend traktierten Interpellation noch Gelegenheit haben, dazu einige Überlegungen anzustellen.

Ich wende mich also nicht gegen Eintreten und gegen Zustimmung, möchte aber im Chor derjenigen mitgesungen haben, die in verschiedener Hinsicht Bedenken in bezug auf die künftige Praxis unserer Hilfe angemeldet haben.

Jagmetti Riccardo (R, ZH): Der Ungarnbesuch, auf den Herr Cavelti schon hingewiesen hat, veranlasst mich, dem Bundesrat im Zusammenhang mit dieser Vorlage noch zwei Fragen zu stellen. Ich hatte freilich Gelegenheit, mit Herrn Bundesrat Cotti die Angelegenheit zu besprechen, aber ich halte dafür, dass diese Gesichtspunkte auch in diese Debatte einfließen sollten.

Meine erste Frage betrifft unser eigenes Verhalten. Herr Seiler Bernhard hat meines Erachtens sehr zu Recht darauf hingewiesen, dass die hier anvisierten Staaten keinerlei Einheit sind, sondern sich in ihrer ganzen Vielfalt präsentieren, sowohl was die politische Kultur als auch was die gesellschaftliche Entwicklung und die wirtschaftliche Lage betrifft.

Ungarn erschien uns Parlamentariern der Bundesversammlung ein uns recht nahestehendes Land. Wir hatten auch, wie Herr Cavelti darlegte, Gelegenheit, schweizerische Mitwirkungsprojekte anzusehen, von denen wir uns grossen Erfolg versprechen, zu Recht meines Erachtens. Aber gerade im Fall von Ungarn kam die Frage auf, ob denn die Schweiz nicht ihre Leistungen abbauen solle, weil die Ziele dort schon in gewissem Masse erreicht seien. Und damit meine Frage: Sollen wir unsere Leistungen, die ja nicht beliebig gross sein können – leider! – eher verteilen, oder sollen wir sie eher konzentrieren? Und wenn wir sie konzentrieren, sollen wir sie dort konzentrieren, wo wir am meisten Erfolg erwarten können, oder dort, wo die Hilfe am dringendsten ist?

Ich glaube, das sind zwei verschiedene Betrachtungsweisen. Es mag auf den ersten Blick scheinen, dass die Hilfe selbstverständlich dort geleistet werden sollte, wo der Bedarf am grössten ist. Aber andererseits frage ich mich, ob wir nicht einem Land den besten Dienst leisten, wenn wir dort unterstützen, wo wir auch in verhältnismässig kurzer Zeit mit einem Erfolg rechnen können. Das wäre meine Frage in diesem Zusammenhang, Herr Bundesrat. Wo liegen die Prioritäten? Geht es um eine Verteilung oder um eine Konzentration der Mittel? Beides lässt sich begründen. Wenn wir uns für einen konzentrierten Einsatz entscheiden, sollen wir ihn dort leisten, wo wir relativ nahe am Ziel sind und dieses erreichen können, oder dort, wo der Nachholbedarf bedeutend ist und die Schwierigkeiten entsprechend grösser sind?

Meine zweite Frage stelle ich aus der Sicht unserer Gesprächspartner in Ungarn. Das muss ich an dieser Stelle auch einmal sagen: Für einen schweizerischen Parlamentarier war es beeindruckend, dass er auf Fragen nach den Prioritäten in der Aussenpolitik, nach den Wegen, die zu beschreiten sind, nach den angestrebten bilateralen und multilateralen Beziehungen stets die gleiche Antwort erhält, natürlich mit persönlichen Akzenten, aber im Grunde die gleiche Antwort vom Staatspräsidenten, vom Ministerpräsidenten, von einem der Staatssekretäre im Aussenministerium oder von einer parlamentarischen Kommission. Es war für uns beeindruckend, jedesmal die gleiche, dreistufige Prioritätenordnung zu hören. Vielleicht lernen wir auch etwas bei diesem ausserpolitischen Kontakt.

Nun aber meine Frage in diesem Zusammenhang. Gewiss werden bestimmte dieser Staaten dringend auf Basisleistungen angewiesen sein, die der Staat erbringen kann. Andere Staaten – und unsere Gesprächspartner optierten in dieser Richtung – sind eher auf private Dienstleistungen und auf private Investitionen ausgerichtet.

Ich nehme an, dass in diesem Bundesbeschluss nicht einfach eine Auffassung von schweizerischen Leistungen verankert wird, die ausschliesslich staatliche Leistungen vorsieht, son-

dern dass das EDA, zusammen mit dem EVD, auch die private Tätigkeit und die private Investitions- und Dienstleistungsberufschaft animieren wird und dass mit den privaten Investoren eine gewisse Zusammenarbeit erfolgen kann. Ich glaube, das entspricht nicht nur unserem Staatsbild, sondern auch dem Interesse der betroffenen Länder, vor allem jener, die – wie z. B. Ungarn – in einem Status sind, der unserem nicht sehr fremd ist.

Das sind zwei Fragen, ich muss sagen, vielleicht etwas spezifische, wenn man den ganzen Besuch in Betracht zieht, aber solche parlamentarischen Besuche sollen unsere eigene politische Ausrichtung und unsere eigene politische Arbeit befruchten. Ich muss sagen, dass ich diese Kontakte ausserordentlich bereichernd fand, und ich gehe – ich glaube, das gilt für uns alle, die dabei waren – mit einer völlig anderen Idee an solche Aufgaben heran, nachdem ich mit den Menschen gesprochen und die betreffenden Behörden in direktem Kontakt erlebt habe.

Gadient Ulrich (V, GR): Der Übergang zur Demokratie und zur Marktwirtschaft in den Staaten Osteuropas ist ungemein anspruchsvoll und ohne Zweifel von gesamteuropäischer Bedeutung. Rückschläge sind unvermeidlich. Sie sind in bedeutendem Ausmass sichtbar geworden.

Der Bundesbeschluss ist aus humanitären, sicherheitspolitischen, wirtschaftlichen und ökologischen Gründen gerechtfertigt, aber auch die Risiken einer allgemeinen Ost-West-Wanderbewegung sind keineswegs gebannt, so dass Handlungsbedarf auch deshalb gegeben ist. Die Zusammenarbeit mit diesen Staaten drängt sich auf. Mit dem Bundesbeschluss soll eine Grundlage für den privaten Wirtschaftsverkehr geschaffen werden. Seit dem grossen Aufbruch im Osten hat unser Land – das darf in diesem Zusammenhang sicher auch erwähnt werden – mit den neuen Regierungen in der Region 14 neue Handelsabkommen und 13 Investitionsabkommen abgeschlossen. Der aktuelle Bundesbeschluss als Grundlage für die zukünftige Politik unseres Landes schliesst an diese Massnahmen an und schafft einen Rahmen für die künftige Aktivität.

In der Kommission ist vom Bundesrat zu Recht darauf hingewiesen worden, dass diese Verträge auch den Schutz für ausländische Investoren bringen, deren Präsenz für den Aufbau im Osten und zur Erreichung gefestigter Wirtschaftsstrukturen ganz ausserordentlich bedeutsam ist. Ein solches Investitionsschutzabkommen besteht heute zum Beispiel mit Russland. Dort hat es bereits ganz konkrete und wertvolle Wirkung gezeigt. Es kann aber nicht genug betont werden, dass letztlich ein wirtschaftlicher Ausgleich und ein Abbau der Ost-West-Disparitäten nur möglich sein werden, wenn die Privatwirtschaft die Mitverantwortung übernimmt. Dabei sind natürlich vertrauensbildende Massnahmen, die von den involvierten Staaten ergriffen werden, von ganz besonderer und ausschlaggebender Bedeutung. Auch unsere Haltung wird entsprechend gewürdigt. Sie hat ohne Zweifel Signalwirkung. Auch aus dieser Optik ist Handlungsbedarf gegeben.

Es wirkt sich im übrigen heute enorm fatal aus, dass die Länder Mitteleuropas nach dem seinerzeitigen Verbot und Diktat der Sowjetunion nicht berechtigt waren, OECD- und Gatt-Mitglieder zu werden. Die Konsequenzen daraus sind nicht kurzfristig zu korrigieren. Die Schaffung aufbauender Strukturen ist seinerzeit verpasst worden. Deshalb muss alles getan werden, um diese Länder heute in den Welthandel einzubeziehen. Der Beschlussentwurf trägt als Element der schweizerischen Aussenpolitik dazu bei – langfristig ausgelegt, wie das der Bundesrat will, mit übereuropäischer Dimension –, den Weg für den Einbezug dieser Länder in den Welthandel zu ebnen. Ich bin für Eintreten auf die Vorlage.

Schmid Carlo (C, AI): Ich bin aufgrund der Diskussion zu einer Frage veranlasst. So, wie ich diesen Bundesbeschluss interpretiere, hat er relativ wenig Bedeutung. Er hat einzig und allein die Aufgabe, eine bislang gesetzwidrige Praxis zu legalisieren. Bislang haben wir ohne gesetzliche Grundlage, ohne Bundesbeschluss, Ausgabenbeschlüsse getätigt, und in Zukunft wollen wir das anders halten. Gemäss Artikel 1 dieses

neuen Bundesbeschlusses ist es aber eine Kann-Bestimmung. Mit anderen Worten: Wir sind auch in Zukunft zu gar nichts verpflichtet. Was wir heute machen, ist eine rein formelle Veranstaltung.

Cotti Flavio, conseiller fédéral: Depuis les grands bouleversements géopolitiques de l'année 1989, les Chambres fédérales ont tranché à plusieurs reprises et ont alloué un montant global de 1,65 milliard de francs à la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est. La Suisse a, par là, marqué sa sensibilité de manière rapide face à une évolution qui, certainement, a été et reste historique.

Vu l'urgence de ces crédits – vous les avez fondés sur des arrêtés fédéraux simples non soumis au référendum –, il est évident que le processus de transition représente une entreprise de longue haleine, et que notre coopération à ce titre constitue un élément très important de notre politique étrangère. C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral avait déjà annoncé, au moment où vous avez alloué les crédits – les crédits-cadres en particulier – qu'un arrêté fédéral donnerait une base légale plus précise à la pratique découlant des crédits que vous avez votés.

Ainsi que l'a dit M. Schmid Carlo, la décision d'aujourd'hui est une décision de caractère essentiellement formel; les finalités – le cadre dans lequel doit se développer l'aide aux Etats de l'Europe de l'Est – ont déjà été arrêtées et largement discutées dans ces Conseils au moment où vous avez octroyé les moyens financiers. Il n'en reste pas moins qu'une base juridique avait alors été promise par le Conseil fédéral. Voilà aujourd'hui, au fond, le résultat de cette promesse.

M. Rhinow a fait remarquer à juste titre qu'une base juridique trop étroite, précisément en politique étrangère, risque de ne pas répondre aux exigences de flexibilité et d'adaptation liées à son évolution continuellement changeante. C'est pour cette raison que l'arrêté qui vous est soumis est de caractère très général, je dirais même très vague. C'est nécessaire si l'on ne veut pas trop se lier pour les années futures. L'arrêté ayant une durée de dix ans, cela signifie que l'aide aux pays de l'Est doit être limitée dans le temps: on imagine déjà le moment où ces pays pourront se passer de cette aide, qui doit toutefois pouvoir être suffisamment étendue, les nécessités et les exigences dans ces pays étant effectivement très fortes.

Voilà donc pour la finalité de l'arrêté, d'une importance certainement modeste, tel qu'il vous est soumis aujourd'hui.

Cela n'a pas empêché plusieurs d'entre vous de poser des questions ou de prendre position sur la substance, allant au-delà de la forme proprement dite de ces arrêtés.

C'est peut-être le moment de faire très brièvement, sur la base des questions posées, le bilan de ces premières années de pratique dans ce secteur.

MM. Cavelti et Jagmetti ont, sur la base d'une expérience vécue personnellement, affirmé avoir vérifié l'efficacité de cette aide dans le cas spécifique et précis de la Hongrie. Des questions s'étaient posées concernant la coordination de cette aide à l'intérieur de l'administration, aide que se répartissent essentiellement le Département fédéral de l'économie publique – qui, selon une longue tradition d'aide aux pays en voie de développement, assume son aspect financier – et le Département fédéral des affaires étrangères, qui assume l'aspect technique.

Les premières expériences faites dans ce domaine permettent de conclure que la coordination avec d'autres départements concernés – à l'exemple du secteur de la culture – est encore susceptible d'une certaine amélioration. Ces départements travaillent en vertu d'une coordination assurée par notre département. Si des améliorations peuvent être réalisées, nous serons certainement d'accord de le faire. Je peux signaler au Conseil que, pour des questions d'ordre exclusivement pratique, qui n'ont rien de politique, dans le cadre de la restructuration de notre département, ce secteur spécifique sera rattaché à la DDA. Ceci, non pour mêler les deux choses: ce secteur restera largement autonome, mais tous les aspects qui touchent à la pratique quotidienne de la mise en oeuvre de projets spécifiques méritent une concentration dans un service qui, habitué à traiter des projets spécifiques, à les mettre au point

et à les développer, dispose d'une expérience de plusieurs décennies.

M. Jagmetti a aussi posé la question très importante de la distinction entre l'exigence de concentration et l'exigence de délivrer une aide aussi vaste et étendue que possible. Comme il l'a admis lui-même, les deux exigences auraient une certaine légitimité dont l'existence se pose de plus en plus du fait que les moyens mis effectivement à disposition sont hélas déjà limités et tendent à l'être de plus en plus de par les décisions de la Confédération en matière budgétaire.

Je suis, Monsieur Jagmetti, partisan d'une certaine concentration. Il est inutile de nier que nous entendons de plus en plus de la part de certains pays d'Europe parmi les plus proches de nous, pays qui disposent aussi d'une longue tradition d'économie de marché et qui sont donc dans une situation très différente de ceux plus éloignés, des phrases comme celle-ci: «Nous arrivons bientôt au bout de nos exigences en matière d'aide directe. S'il vous plaît, pays industrialisés, ouvrez-nous les marchés. Cela nous suffira de plus en plus.» Nous comprenons tout à fait ces exigences et il sera donc de plus en plus important de procéder à une concentration. Mais, si nous voulons pousser cette idée de concentration jusqu'à l'extrême limite, Monsieur Jagmetti, on pourrait dire que les moyens à disposition sont tellement limités que l'on pourrait se borner facilement à aider un seul pays, car un seul pays aurait suffisamment de besoins pour englober tous les moyens que nous mettons à disposition. Cette idée, en soi tout à fait compréhensible et nécessaire de la concentration, doit tout de même aussi être confrontée à l'exigence d'une certaine répartition, elle aussi liée aux finalités essentielles de notre aide aux pays de l'Est, comme indiqué dans les buts de l'arrêté à l'article 2. Les exigences fondamentales de sécurité sont aussi la motivation d'une certaine distribution. La solution devra toujours être recherchée dans un certain équilibre. Personnellement, je mettrai un accent particulier sur la concentration en fonction de l'efficacité de l'aide.

M. Bloetzer a touché au problème de la sécurité de manière spécifique. Je partage tout à fait son avis selon lequel le discours établi sur la base de ce message doit être élargi à une vue d'ensemble de la politique de sécurité envers l'Europe centrale et orientale aussi précise que possible. Il a effectivement évoqué les secteurs – si vous voulez les institutions – où cette vue d'ensemble devrait être recherchée, peut-être davantage que cela ne se fait aujourd'hui. Il a cité le Conseil de l'Europe. Je me permets de nommer en particulier aussi la CSCE dans laquelle nous nous engageons davantage ces prochaines années. La coordination avec les institutions dont vous avez parlé, Monsieur Bloetzer, est essentielle. L'aide ne doit pas être limitée en tant que telle, mais elle doit être encadrée – comme vous l'avez dit très justement – dans une vue plus vaste de stratégie de sécurité collective, de développement des droits de l'homme et de la démocratie dans toutes les régions concernées.

M. Seiler Bernhard a prôné une prise en considération plus forte des pays destinataires de l'aide dans notre action quotidienne. Si j'ai bien compris, il a remarqué que cette prise en considération ne sera pas intégrée dans l'arrêté fédéral.

Monsieur Seiler, je vous affirme tout de suite que, fondamentalement, nous partageons ce que vous dites. Il ne s'agit pas du tout de distribuer ou d'imposer d'en haut quelque aide ou quelque conception que ce soit au-delà des valeurs essentielles qui sont à la base de ce que nous disions avant, mais d'engager systématiquement une action de collaboration où le destinataire doit jouer un rôle tout à fait essentiel.

Mais, Monsieur Seiler, vous ne pouvez pas prétendre que cela ne soit pas contenu dans le message. Ce dernier contient toute une série d'articles où cette collaboration indispensable – et je dirais à part entière – de la part des pays destinataires est largement mentionnée. Je cite par exemple l'article 3 alinéa 2 où l'on dit que «les mesures de coopération tiennent compte de la situation des pays partenaires, en particulier des besoins des populations», etc. Nous attendons – et nous avons toujours pratiqué ainsi aussi dans le cadre de la coopération au développement, Monsieur Seiler – de la part de ces pays qu'ils nous indiquent les besoins effectifs de la population.

L'article 3 alinéa 3 dit que «les prestations de la Confédération complètent en règle générale les efforts entrepris par les partenaires eux-mêmes». On présume donc même que les partenaires engagent l'action et que nous la complétons. Je peux donc absolument vous tranquilliser sur cet aspect, qui nous semble aussi très important, et vous dire en même temps que le projet en tient compte.

Monsieur Loretan, nous ne pouvons pas nous éloigner de ce qu'a décidé le Parlement lors du vote concernant les crédits. A ce moment-là, il avait clairement désigné les pays destinataires des crédits. D'ailleurs, les différents crédits-cadres ont aussi été destinés à des bénéficiaires différents. Vous savez qu'on a pris en compte les pays de l'ancienne URSS seulement dans un deuxième temps. Dans cet arrêté exclusivement formel, nous sommes donc, Monsieur Loretan, bien sûr tenus par ce que le Parlement a décidé il y a quelques années. D'ailleurs, nous restons absolument convaincus que les pays de l'ancienne URSS où se manifestent des problèmes de sécurité très importants – prenez le message – sont nécessairement des pays destinataires de cette aide. Vraisemblablement, cette dernière pourra être concentrée dans cette direction ces prochaines années vu que – comme nous l'espérons – les pays les plus développés de l'Europe centrale pourront sortir du cercle des pays bénéficiaires.

M. Jagmetti a touché le problème de l'activité privée. Il va de soi, Monsieur Jagmetti, que le problème du développement d'une économie de marché capable d'assurer le soutien définitif de ces pays joue un rôle absolument essentiel dans les finalités des arrêtés, mais aussi des messages précédents, et dans le projet actuel à l'article 2 lettre b. Nous allons certainement continuer dans cette voie, comme je le disais avant. D'ailleurs, on nous rappelle de plus en plus – il sera utile de devenir toujours plus sensible à ces appels – qu'il est beaucoup moins important d'aider certains pays avec quelques millions de francs que d'ouvrir les marchés, ce qui n'est naturellement pas facile en raison d'une certaine concurrence fondée en particulier sur les prix de production. Mais cela est absolument nécessaire si avant tout nous voulons être fidèles à nos convictions en matière d'économie de marché.

Je remercie M. Gadiant des évaluations qu'il vient d'effectuer. Nous partageons entièrement son avis. Je remercie tous les intervenants qui ont donné leur soutien à l'arrêté que je vous salue gré d'accepter.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

Abs. 1

Der Bund trifft Massnahmen der Zusammenarbeit, die geeignet sind, die Staaten Osteuropas in ihren Bemühungen zum Aufbau und zur Festigung der Demokratie und beim Übergang zur Marktwirtschaft zu unterstützen.

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 1

Proposition de la commission

Al. 1

La Confédération prend des mesures de coopération propres à soutenir les Etats d'Europe de l'Est dans leurs efforts de construction et de consolidation de la démocratie ainsi que leurs efforts de transition vers l'économie de marché.

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Flückiger Michel (R, JU), rapporteur: J'ai déjà signalé qu'il s'agit simplement à l'alinéa 1er de précisions formelles qui ont été apportées par la commission à la rédaction de cet alinéa.

Schmid Carlo (C, AI): Da stellt sich meine Frage halt noch einmal: Ist das nur eine redaktionelle Präzisierung, oder ist es etwas völlig anderes als das, was der Bundesrat vorgeschlagen hat? Der Bundesrat hat die Kann-Formulierung vorgeschlagen. Es wird also eine rechtliche Grundlage geschaffen, aber man ist nicht verpflichtet, auch in Zukunft entsprechende Kredite zu sprechen.

Wenn Herr Kollega Flückiger sagt, es sei eine redaktionelle Anpassung, dann wäre das, was ich jetzt gesagt habe, auch die Auffassung der Kommission. Dann frage ich mich aber: Warum hat man das überhaupt so geändert? Ich bin der Auffassung, dass die Formulierung «der Bund trifft» eine Verpflichtung enthält, der ich nicht zustimmen kann.

Ich stelle Ihnen daher den Antrag, dem Entwurf des Bundesrates zuzustimmen.

Flückiger Michel (R, JU), rapporteur: A l'intention de M. Schmid Carlo, je ne peux pas ajouter autre chose que ce qui est la réalité de la pensée de la commission. Celle-ci, en apportant ces précisions, voulait, et le veut par ailleurs toujours, donner justement une direction beaucoup plus précise, beaucoup plus compatible avec le principe de la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est, tel qu'il ressort de l'ensemble du projet d'arrêté et qu'il est explicité dans le message. Je crois que de ce point de vue on peut adhérer et comprendre quels sont les motifs à l'origine de ces précisions qui ne sont pas seulement, Monsieur Schmid, d'ordre linguistique ou formel, mais qui désignent aussi des objectifs. Voilà dans quel sens la commission vous fait cette proposition de modification, par ailleurs acceptée par le Conseil fédéral.

Rhinow René (R, BL): Wir müssen uns nicht darüber streiten, ob das eine redaktionelle oder eine nichtredaktionelle Änderung sei. Vom Wortlaut her ist es eine Änderung; das ist richtig. Aber nachdem der Bundesrat erklärt hat, dass er auch unter der Geltungsdauer dieses Beschlusses nicht daran denke, diese Zusammenarbeit auf Null zu reduzieren – die Ermächtigung ist in dem Sinn auch eine Verpflichtung, aber nur im Grundsatz und nicht im Ausmass –, haben wir im Grunde genommen keine Änderung vorgenommen. Aber es ist richtig: Es ist mehr als eine «Nurermächtigung». Es geht darum, dass wir uns dazu bekennen, dass wir in den nächsten Jahren diese Aufgabe erfüllen, so, wie dies auch die Meinung war, als wir die Kredite gesprochen haben. Die Freiheit, die wir uns belassen, betrifft die Höhe, den Umfang, dieser Zusammenarbeit.

Jagmetti Riccardo (R, ZH): Ich möchte Sie als Nichtkommissionsmitglied dringend bitten, der Kommissionsfassung zuzustimmen.

Es geht nicht nur um das Kann oder Muss, es geht auch darum, ob man den Übergang zur Demokratie oder den Aufbau und die Festigung der Demokratie fördert. Ich komme jetzt aus Ungarn zurück und habe den Ungarn nicht sagen können: «Wir ermöglichen euch den Übergang zur Demokratie.» Den haben sie vollzogen. Was sie wünschen, ist Aufbau und Festigung.

Mir scheint, dass die Kommissionsfassung wesentlich besser ist und unsere Partnerschaft mit diesen osteuropäischen Staaten deutlicher zum Ausdruck bringt.

Flückiger Michel (R, JU), rapporteur: J'ai enregistré un hochement de tête dubitatif de la part de M. Schmid Carlo. Encore une précision: elle est d'ordre général, mais elle explicite les motifs pour lesquels la commission a désiré, précisément, élargir le sens de cet alinéa 1er. Il faut répéter que notre paix, notre liberté et notre prospérité dépendent du succès des réformes entreprises dans diffé-

rents domaines, Monsieur Schmid, par les pays auxquels l'aide est destinée. C'est pour ce motif également que nous avons précisé les efforts de construction et de consolidation de la démocratie.

Nous sommes liés au destin de l'Europe tout entière, et pour ce motif encore, nous devons préciser quel est le sens, quel est l'objectif que la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est vise. Je crois que l'opportunité de l'article 1er était à disposition pour ce faire, la commission l'a saisie.

Cotti Flavio, conseiller fédéral: Je n'interviendrai pas sur les différentes questions qui ont été soulevées en commission et que nous avons traitées en son sein. Je le précise d'ores et déjà aussi pour les quelques modestes propositions qui suivront.

Ici, je ne peux que répéter que le Conseil fédéral peut vivre avec la nouvelle proposition. M. Rhinow a d'ailleurs repris avec exactitude ce que le Conseil fédéral avait déclaré à ce sujet.

Je ne peux que reprendre ce que M. Rhinow vient d'affirmer.

Abs. 1 – Al. 1

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission

26 Stimmen

Für den Antrag Schmid Carlo

5 Stimmen

Abs. 2 – Al. 2

Angenommen – Adopté

Art. 2*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 3*Antrag der Kommission*

Abs. 1

Die Zusammenarbeit mit den Staaten Osteuropas ist Teil der schweizerischen Aussen-, Aussenwirtschafts- und Sicherheitspolitik. (Rest des Absatzes streichen)

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 3*Proposition de la commission*

Al. 1

La coopération avec les Etats d'Europe de l'Est fait partie intégrante de la politique étrangère, de la politique économique extérieure et de la politique de sécurité de la Suisse. (Biffer le reste de l'alinéa)

Al. 2, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Flückiger Michel (R, JU), rapporteur: J'ai explicité tout à l'heure les motifs qui sont à l'origine de la proposition de votre commission unanime, je n'y reviendrai pas. Nous étendons simplement le concept d'une coopération partie à la politique étrangère, à la politique économique extérieure et à la politique de sécurité au plan intérieur.

Angenommen – Adopté

Art. 4–9*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 10*Antrag der Kommission**Abs. 1, 3*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

Er kann Departemente oder Bundesämter zum Abschluss von programm- oder projektbezogenen internationalen Vereinbarungen technischer Natur ermächtigen.

Art. 10*Proposition de la commission**Al. 1, 3*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

Il peut autoriser les départements ou les offices fédéraux à conclure des accords internationaux relatifs à des programmes ou des projets de nature technique.

Flückiger Michel (R, JU), rapporteur: La commission a simplement tenu à limiter ou à préciser la compétence des départements ou des offices fédéraux à conclure des accords internationaux.

C'est pourquoi, in fine, dans la même phrase, nous ajoutons «relatifs à des programmes ou des projets de nature technique». C'est une précision utile de l'avis de votre commission.

Angenommen – Adopté

Art. 11–18*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes

31 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat – Au Conseil national

94.3408

Interpellation Loretan

**Ost- und Mitteleuropahilfe.
Prioritäre Behandlung
der baltischen Staaten**

**Aide à l'Europe de l'Est
et à l'Europe centrale.
Priorité aux Etats baltes**

2. Ist der Bundesrat allgemein bereit, den drei baltischen Staaten in Anbetracht ihrer unverschuldeten, schwierigen Situation im Rahmen der Ost- und Mitteleuropahilfe Priorität einzuräumen?

Texte de l'interpellation du 5 octobre 1994

Le retrait des troupes d'occupation russes de Lituanie, fin août 1993, ainsi que d'Estonie et de Lettonie, fin août 1994, a été possible grâce à la pression politique et économique de la communauté des Etats libres. Mais ces troupes ont laissé derrière elles, sur leurs anciens terrains d'exercice et de manœuvre, des atteintes à l'environnement d'une gravité inimaginable. Ces dernières représentent une lourde charge pour les trois Etats baltes, qui doivent déjà assumer les conséquences de 50 années d'occupation et de politique économique soviétique.

1. Je demande au Conseil fédéral quelles mesures il entend prendre pour soutenir les trois Etats baltes dans le cadre des crédits autorisés pour la coopération avec l'Europe de l'Est et l'Europe centrale, afin que les atteintes à l'environnement causées par les troupes d'occupation russes puissent être réparées.

2. Le Conseil fédéral est-il prêt, d'une manière générale, à accorder, dans le cadre de l'aide à l'Europe de l'Est et à l'Europe centrale, la priorité aux trois Etats baltes étant donné la situation difficile dans laquelle ils se trouvent et dont ils ne sont pas responsables?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Beerli, Bühler Robert, Büttiker, Cottier, Huber, Martin Jacques, Rhinow, Rhyner, Rüesch, Schüle (10)

Loretan Willy (R, AG): Ich weiss, dass ich angesichts des nahen Sitzungsendes meine Sprechkadenz zu verdoppeln habe. Ich werde mich kurz halten.

Bereits mit einer Interpellation vom 28. April 1993 (93.3213) hatte ich dem Bundesrat vor allem im Zusammenhang mit dem immer wieder hinausgezögerten Abzug der russischen Besatzungstruppen aus den drei baltischen Staaten verschiedene Fragen zum Verhältnis unseres Landes zu den Baltenrepubliken und zu konkreten Hilfestellungen unterbreitet. Der Bundesrat hat schliesslich auf die inzwischen zurückgezogene und in eine Einfache Anfrage umgewandelte Interpellation am 25. Mai 1994 geantwortet (AB 1994 S 782). Dafür danke ich heute insbesondere Herrn Bundesrat Cotti.

Anlässlich seines Besuches beim russischen Aussenminister im Juni dieses Jahres hat sich der Chef des EDA bei seinem Amtskollegen für den Rückzug der russischen Truppen aus Lettland und Estland eingesetzt, nachdem die Russen bereits aus Litauen abgezogen waren. Er hat seinen Amtskollegen dabei an das am Gipfeltreffen der KSZE vom Sommer 1992 abgegebene Versprechen erinnert, einen umgehenden, kompletten und ordnungsgemässen Abzug der Truppen einzuleiten. Für diesen Einsatz, Herr Bundesrat Cotti, gebührt Ihnen ein grosser Dank. Der Erfolg ist postwendend eingetreten, natürlich nicht ausschliesslich und vorab wegen unserer Intervention. Das ist auch mir klar.

Die russischen Truppen haben nach dem auf politischen und wirtschaftlichen Druck der freien Staatengemeinschaft erfolgten Rückzug unvorstellbare Umweltschäden auf ihren ehemaligen Übungs- und Einsatzplätzen zurückgelassen, welche die drei baltischen Staaten nebst den Folgen von fünfzig Jahren widerrechtlicher Besatzung und sowjetischer Ausbeutungspolitik schwer belasten.

Nur ein Beispiel: Rund 25 Kilometer ausserhalb von Kannas in Litauen liegt eine aufgegebene Raketenstellung mit zahlreichen verlassenen Hangars, halb zerstörten Unterkünften, durchsetzt mit enormen Mengen överschmierten Abfalls. Dass die Beseitigung solcher Schäden enorme Kosten verursacht und entsprechenden Einsatz von Spezialisten bedingt, liegt auf der Hand. Hier Schwergewichte bei der Aufteilung der knappen Mittel für die Ost- und Mitteleuropahilfe zu setzen, entspricht meiner Meinung nach einem Gebot der Fairness und der Gerechtigkeit. Dies beinhaltet meine Frage 1 an den Bundesrat.

Wortlaut der Interpellation vom 5. Oktober 1994

Der Abzug der russischen Besatzungstruppen Ende August 1993 aus Litauen und Ende August 1994 aus Estland und Lettland ist dank dem politischen und wirtschaftlichen Druck der freien Staatengemeinschaft erfolgt. Zurückgelassen haben diese Truppen aber unvorstellbare Umweltschäden auf ihren ehemaligen Übungs- und Einsatzplätzen. Dies belastet die drei baltischen Staaten nebst den Folgen 50jähriger Besatzung und sowjetischer Wirtschaftspolitik schwer.

1. Ich frage den Bundesrat an, mit welchen Massnahmen er die drei baltischen Staaten im Rahmen der für die Zusammenarbeit mit Ost- und Mitteleuropa bewilligten Kredite unterstützen will, damit die von den russischen Besatzungstruppen hinterlassenen Umweltzerstörungen bewältigt werden können.

Zusammenarbeit mit den Staaten Osteuropas

Coopération avec les Etats d'Europe de l'Est

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1994
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	94.083
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	01.12.1994 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1145-1152
Page	
Pagina	
Ref. No	20 025 113

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.